LA DÉLÉGITIMATION D'ISRAËL : L'ANTISÉMITISME CLASSIQUE DANS DE NOUVEAUX HABITS

Denis MacShane est membre du Parlement pour Rotherham depuis mai 1994. Il a été nommé Ministre des Affaires étrangères par le Premier ministre Tony Blair en 2001 et fut Ministre de l'Europe de 2002 à 2005. Il a été assermenté comme membre du Conseil privé en juin 2005. Denis est né à Glasgow et a fait ses études à Oxford (MA) et à l'Université de Londres (Ph D). Denis a débuté sa carrière en tant que reporter pour la BBC. Avant de devenir un député, il a oeuvré au sein du mouvement syndical international à faire la promotion des droits syndicaux et a écrit des ouvrages sur l'industrie de l'acier ainsi que sur des questions politiques mondiales. Denis a présidé l'Enquête parlementaire multiparti sur l'antisémitisme qui a été lancé par le PCAA en Novembre 2005.

RÉSUMÉ

La vitesse et l'approfondissement du discours antisémite en Europe est en train de devenir un phénomène qui met au défi le règlement démocratique d'après-guerre. Il est maintenant courant de signaler des attaques sur les cimetières juifs, les synagogues, et les Juifs eux-mêmes qui portent une marque de leur religion lorsqu'ils vont à l'école ou se rendent à la prière durant le Sabbat. Sous le couvert de l'islamophobie, la droite européenne est en train de créer une nouvelle idéologie de l'aversion pour l'autre au sein de laquelle les remarques sur les Juifs et le lobby juif, et l'opposition au droit à l'existence d'Israël peuvent être exprimés.

La vitesse et l'approfondissement du discours antisémite en Europe est en train de devenir un phénomène qui met au défi le règlement démocratique d'après-guerre. Il est maintenant courant de signaler des attaques sur les cimetières juifs, les synagogues, et les Juifs eux-mêmes qui portent une marque de leur religion lorsqu'ils vont à l'école ou se rendent à la prière durant le Sabbat.

On peut constater un effort concerté et cohérent à délégitimer Israël et à présenter les citoyens juifs d'Israël comme étrangers dans leur propre patrie. Le slogan des années 1930 « Kauft nicht bei Juden » (N'achetez pas des Juifs) a maintenant été repris par un grand nombre d'institutions libérales de gauche, y compris le mouvement syndical britannique.

Les tentatives visant à imposer des boycotts contre Israël, mettent l'accent, de façon paradoxale, sur des domaines tels que les contacts avec les universités, les journalistes ou les intellectuels — trois domaines de contestation en Israël contre la politique d'occupation des terres palestiniennes.

Aucun des professeurs d'université, des journalistes, des militants de gauche et autres ne songerait à appliquer les mêmes normes à tous les voisins d'Israël. Il n'y a pas d'appels au boycott de produits faits en ou exportés de l'Arabie saoudite ou des États du Golfe, malgré le traitement épouvantable de la main-d'œuvre étrangère dans ces pays. La Turquie a occupé illégalement le nord de Chypre et a envoyé des milliers de colons là-bas, au mépris des résolutions de l'ONU. Il n'y a pas de campagne de protestation contre la Turquie ou un appel à ce que les marchandises ou les universités turques soient boycottées. L'Iran pend les homosexuels adolescents et autorise la lapidation à mort des femmes qui ne respectent pas les codes ultra charia. Personne ne demande aux Iraniens vivant à l'intérieur ou l'extérieur de l'Iran de supporter une culpabilité collective pour les décisions de leur gouvernement, ce qui est maintenant imposé aux Juifs en Israël et dans les communautés juives à travers le monde.

Personne en Grande-Bretagne n'oserait s'attendre à ce que tous les Iraniens renoncent à leur nation et à leur identité en raison de la mauvaise conduite des dirigeants du pays. Mais il y a une présomption que si les Juifs britanniques ne rejettent pas Israël, ils sont en quelque sorte complice des actions commises par les autorités israéliennes qui offensent tant de gens.

David Cameron, le Premier ministre britannique, est allé en Turquie et a fait plaisir à l'un de ses hôtes turcs en référant à Gaza comme étant « un camp de prisonniers. » Il n'a pas mentionné que l'Égypte est également impliquée dans le blocus de Gaza et dans la fermeture de ses frontières au commerce. Il n'a pas mentionné que les Israéliens

avaient remis la bande de Gaza à ses habitants et ont été confrontés à une pluie de projectiles se déversant sur le sud d'Israël. Il n'a pas mentionné que le Premier ministre turc et que l'État turc ont adopté des mesures beaucoup plus féroces contre le PKK kurde que celles qu'Israël prend contre le Hamas.

Cette analyse partiale des événements au Moyen-Orient, non sans moins d'autorité que le Premier ministre britannique, encourage la délégitimation permanente du droit du peuple juif d'Israël à vivre sans la peur et la menace du terrorisme ou de l'idéologie exterminationniste.

Politiquement, la croissance des politiques antisémites apparentes et cachées est maintenant une caractéristique préoccupante du discours européen. L'extrême droite, la gauche antisioniste, et les militants idéologues islamistes se combinent pour utiliser de vieilles images de détenteurs d'influence secrète Juifs sous la rubrique du « lobby pro-israélien ». Malgré des preuves claires que Jérusalem a toujours été une ville berceau du judaïsme, elle est couramment décrite comme une ville musulmane et arabe. Des historiens ésotériques publient des livres bien reçus qui font valoir qu'il n'existe pas de peuple juif comme tel. Les livres sur l'antisémitisme peuvent être bien reçus, mais occupent rarement l'espace de vitrine dans les librairies.

Le Parlement européen a désormais des députés qui proviennent de formations politiques antisémites. Même si les partis d'extrême droite préfèrent profiler leur hostilité à l'islam plutôt que leur idéologie anti-juive, leurs croyances fondamentales demeurent inchangées. Certains partis comme le Jobbik, qui a remporté 16 % des voix dans les dernières élections législatives hongroises, sont ouvertement anti-juifs.

Le nouveau révisionnisme implique aussi la droite européenne car elle tente d'établir une équivalence absolue entre la Shoah et les crimes du communisme. Staline a certainement encouragé des déportations massives, des famines, et l'extermination de groupes ennemis de classe comme les officiers polonais et intellectuels liquidés à Katyn. Mais aucune action entreprise par Staline ne se compare aux efforts scientifiques, techniques, logistiques et organisationnels extraordinaires faits par les nazis allemands, dans une période relativement courte entre 1941 et le début de 1945, afin de recueillir des millions de Juifs de tous les coins de l'Europe et de les envoyer à la mort en utilisant ce qui, à l'époque, étaient des moyens technologiques parmi les plus avancés.

Cet effort de la droite à banaliser l'Holocauste et à le relativiser est précisément destiné à minimiser le rôle central du génocide juif du milieu du 20e siècle et ainsi de réduire la légitimité d'Israël comme étant le seul pays sur terre où les Juifs ne se sentent à nouveau persécutés.

Il était possible de faire la paix avec le stalinisme en devenant communiste, même si les arrestations, les exécutions et les déportations ont été souvent le lot des bolcheviks dévoués ainsi que des gauchistes antistaliniens. Mais il était impossible pour un Juif d'échapper à l'exterminationnisme fasciste en prétendant adhérer à une autre religion ou à une autre origine ethnique.

Cette infiltration dans le discours public des tropes antisémites se retrouvent par exemple dans les remarques du commissaire européen, Karel De Gucht qui a dit : « Il n'est pas facile d'avoir une discussion rationnelle avec un Juif modéré » sur la question du Moyen-Orient. M. De Gucht, un conservateur de la Belgique, est Commissaire du commerce. Il est très inquiétant de constater que cet homme soit responsable du commerce de l'Union européenne, où l'un des objectifs principaux du puissant et omniprésent lobby anti-israélien en Europe est en effet de rompre les liens commerciaux entre Israël et l'Union européenne.

M. De Gucht s'est ensuite excusé pour ses propos, mais le fait qu'il entretienne ces pensées, et non pas qu'elles soient remontées à la surface, démontre un niveau subconscient de mépris pour les Juifs qui imprègne maintenant une grande partie de la classe politique européenne. Une autre démonstration de ce problème se trouve dans le livre de Thilo Sarrazin, un éminent social-démocrate allemand et membre du conseil d'administration de la Bundesbank. Son livre fait partie du nombre croissant de diatribes contre la présence musulmane en Europe. Le langage et les métaphores de cette littérature de l' « Eurabie » (souvent composée par des Américains ou des conservateurs métropolitains avec peu de contact quotidien avec la réalité variable et modérée de l'existence des musulmans européens) sont utilisés pour stigmatiser les musulmans en Europe. Parfois, le langage utilisé est presque mot pour mot une répétition de celui utilisé avant 1940 contre la présence de trop de Juifs dans certaines parties de l'Europe. La métaphore d'une nation au sein d'une nation, en raison de loyauté externes, de la création de leurs propres réseaux et du fait de ne pas vivre selon la culture et les normes de l'identité nationale nativiste, maintenant utilisée par les partisans de la thèse de l'Eurabie, est peu différente de celle des idéologues antisémites classiques français et allemands. Dans le cas de M. Sarrazin, il a dit que les Juifs avaient un « gène particulier ». Encore une fois nous référons à une identité juive raciale distincte en tant qu'un objet de discours politique. Ce retour au pire des discussions antérieures allemandes sur les Juifs a provoqué une réaction immédiate du Parti social-démocrate et celui-ci a obligé M. Sarrazin à quitter le conseil de la Bundesbank. Aucune sanction n'a été appliquée au Commissaire européen du commerce De Gucht.

Sous le couvert de l'islamophobie, la droite européenne est en train de créer une nouvelle idéologie de l'aversion pour l'autre au sein de laquelle les remarques sur les Juifs et le lobby juif, et l'opposition au droit à l'existence d'Israël peuvent être exprimés.

Ceci, combiné avec l'hostilité de la gauche libérale à la nécessité pour Israël de se défendre contre les attaques terroristes, et le droit du peuple juif en Israël à vivre en paix et protégé par des frontières sûres, alimente en outre la montée d'un nouvel antisémitisme en Europe. La gauche a inventé le concept d'Israël comme un état pratiquant l'« apartheid ». Ce malgré la présence de membres arabes du Knesset et l'existence des communautés et de la culture arabes dans l'Israël d'avant 1967. Qu'il y ait discrimination, souvent dure et brutale, contre les Arabes de la Cisjordanie est évident. Mais l'apartheid a été basé sur un racisme fondamental inhumain qui niait l'humanité des Africains de l'Afrique du Sud pour des motifs de couleur, pas de comportement politique. Par définition, aucun état d'apartheid ne peut être membre de l'ONU ou faire partie de la communauté internationale. En utilisant intentionnellement la métaphore de « l'apartheid », les militants anti-juifs cherchent à déshumaniser Israël et à le retirer de la communauté des nations.

Pourtant, les campus universitaires libéraux ont systématiquement des jours ou des semaines consacrées à une haine orwéllienne contre Israël en tant qu'état d'« apartheid » qui doit être rejeté et traité comme une cible ouverte pour l'abolition politique. Tout comme ceux qui auraient pu soutenir le racisme de l'apartheid en Afrique du Sud face à l'opposition et à la critique, le soutien, fort ou faible, des Juifs européens envers Israël, ou l'affinité tout à fait naturelle que les Juifs ont avec Israël, tout comme les Pakistanais ou les Indiens britanniques ont de l'affection pour le pays auquel ils se sentent connectés, est tourné en ridicule et présenté comme honteux. Après tout, quel être humain démocratique décent peut ressentir de l'estime pour un état d'apartheid. Pour ce faire, on doit être inférieur. Une fois de plus, on dit des Juifs qui ne condamnent pas Israël qu'ils ne sont pas pleinement humains. C'est l'antisémitisme classique dans de nouveaux habits.